Observatoire Social Tunisien
المرصد الاجتماعي التونسي
FORUM TUNISIEN POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

FTDES
المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

Numéro 76

Rapport du mois de JANVIER 2020

des mouvements sociaux, suicides et violences

1136 protestations collectives et **25** cas de suicide et de tenative de suicide

The January Issue NOW available in English inside

47, Avenue Farhat Hached, Bloc "A", 2ème étage, Tunis 1001
TEL : +216 71 25 76 64 FAX : +216 71 25 76 65
contact@ftdes.net - www.ftdes.net/observatoire

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG
CCFD TERRE SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement

Introduction

Le mois de Janvier 2020 a retrouvé son éclat en termes de dynamique des mouvements de protestation sociale, en dépit de la situation politique du pays, en présence d'un gouvernement intérimaire dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement. Cette situation perdure depuis les élections générales organisées au cours des mois de septembre et octobre.

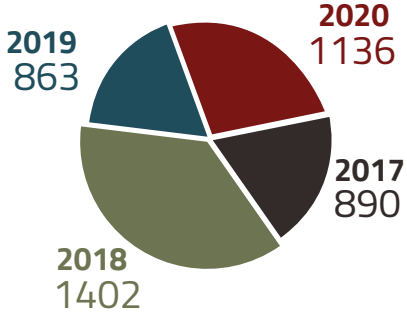
En chiffres, janvier 2020 a enregistré une augmentation de 31% du nombre de manifestations par rapport à janvier 2019, qui a enregistré 863 mouvements de protestation.

Cette augmentation prouve sans aucun doute l'ampleur de la gronde sociale que connait le pays en raison de la situation de blocage dans divers domaines et ce pour deux raisons. La première est la profondeur de la crise économique et sociale, dont la complexité augmente d'année en année en l'absence de programme sérieux pour les réduire et y remédier. Deuxièmement, le retard de constitution du gouvernement a causé un retard dans la régularisation des situations ainsi que dans l'application des accords signés, ce qui a poussé leurs bénéficiaires à protester pour exprimer leur exaspération suite à cette longue attente.

La cartographie des manifestations, leurs formes et les méthodes adoptées par les manifestants pour exprimer leurs revendications indique l'état de désespoir quant au redressement de la situation. La meilleure preuve en est la transformation des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des voies publiques en théâtres de protestation et de revendication des droits fondamentaux tels que l'approvisionnement en eau potable, l'amélioration des infrastructures et la prestation de services de base.

Les mouvements de protestation durant le mois de Janvier

Janvier	Volume
2017	890
2018	1402
2019	863
2020	1136



Le nombre de manifestations relevées par l'unité de veille de l'Observatoire Social Tunisien au cours du mois de Janvier 2020 a atteint 1136 manifestations, dont 28 % de nature violente.

Nature des manifestations sociales collectives (Janvier 2020)

La répartition géographique des protestations (Janvier 2020)

Protestations instantanées

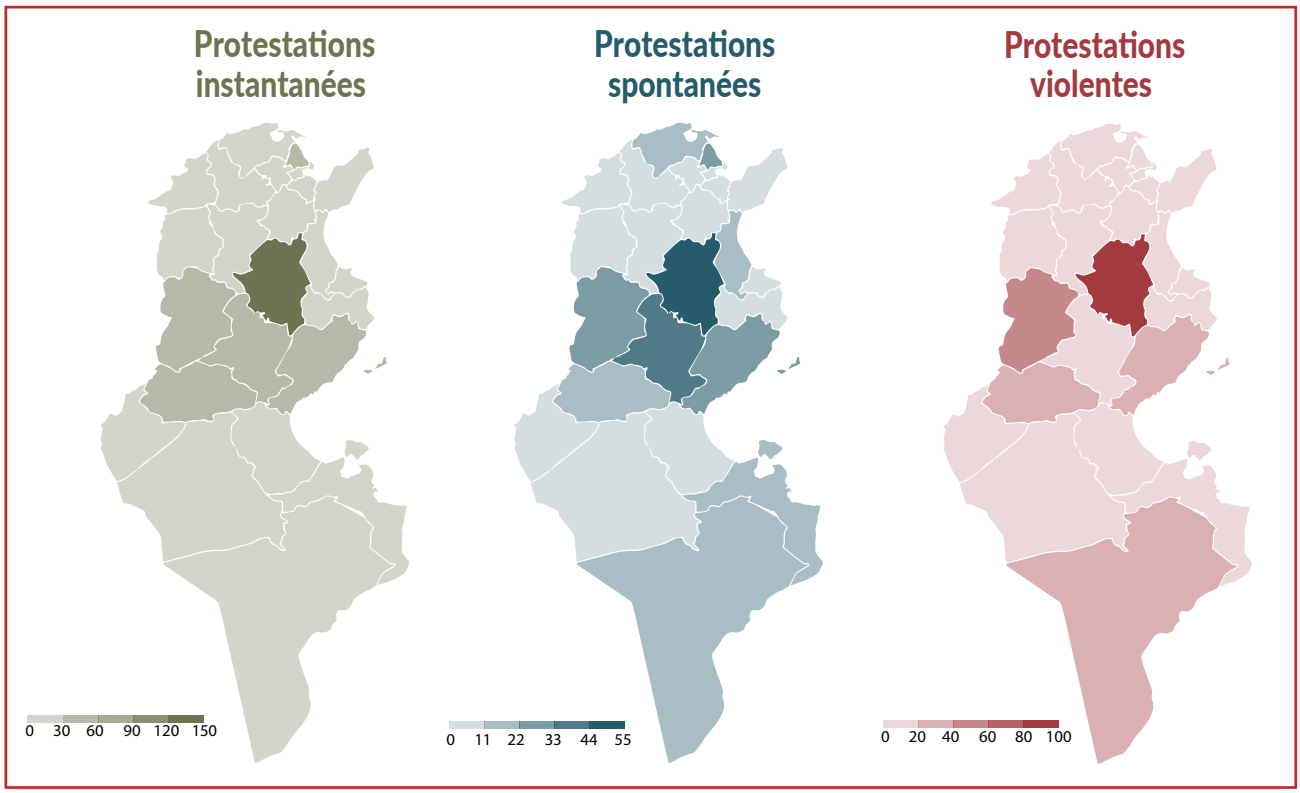
Bizerte	15	Monastir	0
Tunis	33	Mahdia	12
Ariana	0	Sfax	52
Manouba	7	Kairouan	145
Ben Arous	2	Kasserine	52
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	39
Nabeul	11	Gabes	3
Jendouba	8	Medenine	10
Beja	6	Tataouine	13
Kef	7	Gafsa	38
Seliana	9	Tozeur	12
Sousse	18	Kebili	6

Protestations spontanées

Bizerte	13	Monastir	0
Tunis	30	Mahdia	10
Ariana	0	Sfax	25
Manouba	0	Kairouan	51
Ben Arous	2	Kasserine	23
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	43
Nabeul	8	Gabes	3
Jendouba	5	Medenine	14
Beja	6	Tataouine	19
Kef	3	Gafsa	20
Seliana	6	Tozeur	9
Sousse	17	Kebili	4

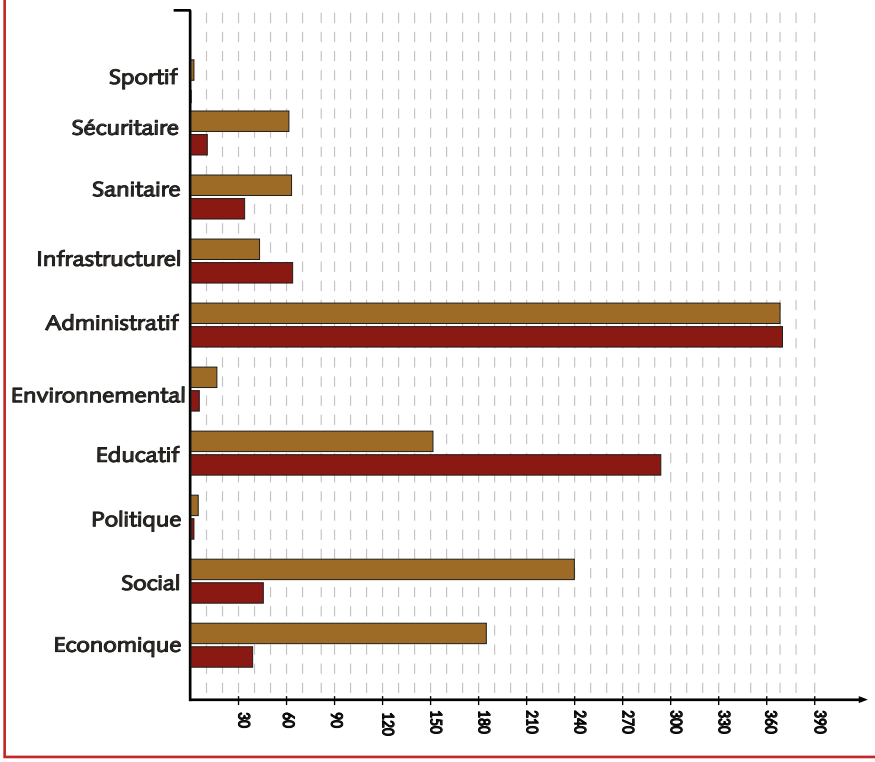
Protestations violentes

Bizerte	6	Monastir	0
Tunis	12	Mahdia	4
Ariana	0	Sfax	34
Manouba	2	Kairouan	88
Ben Arous	0	Kasserine	55
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	19
Nabeul	9	Gabes	0
Jendouba	0	Medenine	11
Beja	0	Tataouine	25
Kef	8	Gafsa	23
Seliana	0	Tozeur	12
Sousse	13	Kebili	6



Les revendications ayant un contexte économique et social, étaient au premier rang des slogans scandés par les manifestants avec environ 37% de l'ensemble des protestations relevées. Parmi ces revendications, se trouvent : les demandes d'eau potable, le transport des élèves, la protection des établissements d'enseignement contre les différents types de violence, la régularisation des positions professionnelles des enseignants et professeurs suppléants, la régularisation des situations des agents de santé, l'amélioration des conditions des travailleurs de chantier urbain, l'emploi et le développement régional, l'application des accords précédents concernant les recrutements, l'organisation des concours, la révision des résultats de certains concours précédents, l'amélioration des conditions de vie en aménageant les quartiers d'habitation et la connexion des habitations aux réseaux d'électricité et d'eau.

Répartition des mouvements sociaux protestataires par Secteurs



Secteur	Janvier 2019	Janvier 2020
Economique	39	184
Social	45	240
Politique	2	4
Educatif	293	152
Environnemental	5	18
Administratif	371	370
Religieux	-	-
Infrastructurel	63	43
Sanitaire	34	62
Sécuritaire	11	61
Sportif	0	2
TOTAL	863	1136

Janvier 2019
Janvier 2020

Les protestations contre la qualité des services administratifs ont représenté la deuxième revendication en termes de récurrence des manifestations, avec 32% de l'ensemble des manifestations enregistrées. Parmi les plus importantes demandes contre l'administration ont figuré la lenteur des services de la compagnie d'électricité et de gaz "STEG" à faire face aux pannes soudaines de courant dues à des incidents dans de nombreuses régions, comme la collision d'un camion de travaux publics avec une colonne principale alimentant en électricité un village dans le gouvernorat de Kairouan qui a provoqué une coupure de l'électricité pendant plus d'une semaine dans ce village, ce qui a induit une vague de protestation des habitants.

L'établissement scolaire a été une fois de plus au cœur des mouvements de contestation à travers les protestations des enseignants, des suppléants et des professeurs par leur refus d'enseigner afin de résoudre leurs situations professionnelles. Ces actes ont poussé les parents à protester contre la privation de leurs enfants de leur droit à l'accès aux études.

Une forme de protestation singulière s'est également répandue, augmentant de mois en mois et qui consiste dans la privation des enfants à rejoindre les bancs de l'école par leurs parents en raison de l'état des infrastructures, de l'absence de transport et en raison de la détérioration des conditions des établissements d'enseignement ou du rejet du cadre enseignant ou du directeur de l'établissement.

Ce type de protestation s'est développé à d'autres fins. Dans certains cas, les enfants ont été utilisés dans des revendications qui ne concernaient pas directement l'éducation, telles que les conditions de vie des familles, l'absence d'eau potable. Ainsi les élèves sont devenus les otages de leurs tuteurs lors des manifestations et des boucliers humains pour exprimer des demandes de nature économique, sociale et éducative.

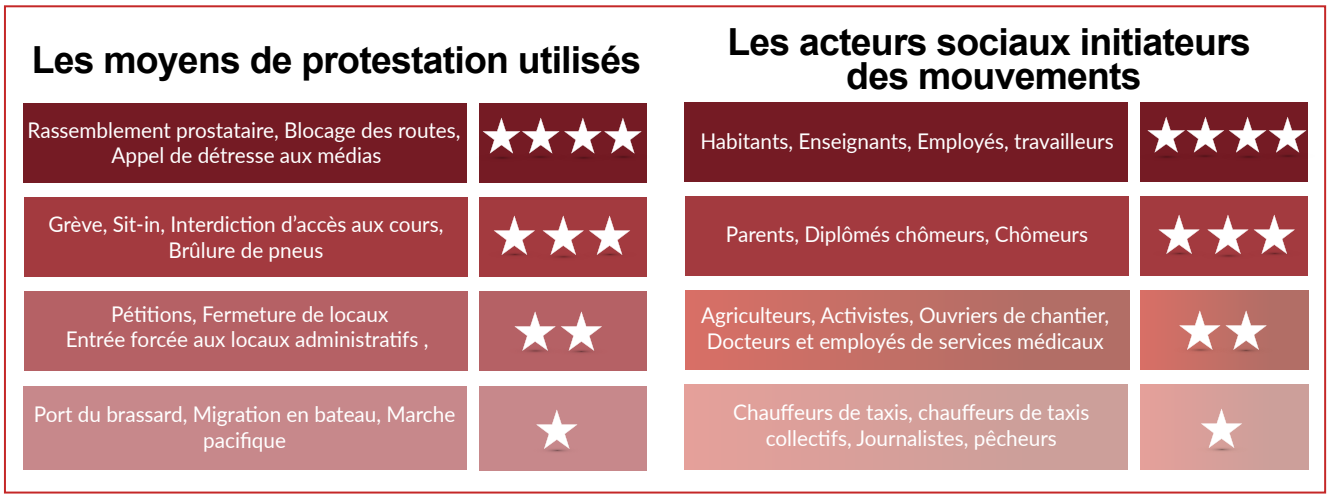
	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
Protestations instantanées	Janvier 2019	18	24	0	112	2	147	-	38	17	8	0
	Janvier 2020	73	103	2	65	9	164	-	22	31	28	1
Protestations spontanées	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
	Janvier 2019	14	16	2	103	2	135	-	9	10	1	0
	Janvier 2020	60	70	2	32	6	106	-	10	9	15	1
Protestations violentes	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
	Janvier 2019	7	5	0	78	1	89	-	16	7	2	0
	Janvier 2020	51	67	0	55	3	100	-	11	22	18	0

Parmi les revendications qu'a connu le mois de Janvier 2020 figuraient également des demandes relatives aux secteurs de la santé et de la sécurité, notamment la tension sociale croissante dans certains villages du gouvernorat de Kairouan en raison de la fréquence élevée des vols de bétail.

Des demandes concernant principalement l'amélioration des infrastructures ont également été relevées, notamment l'amélioration des conditions routières, la

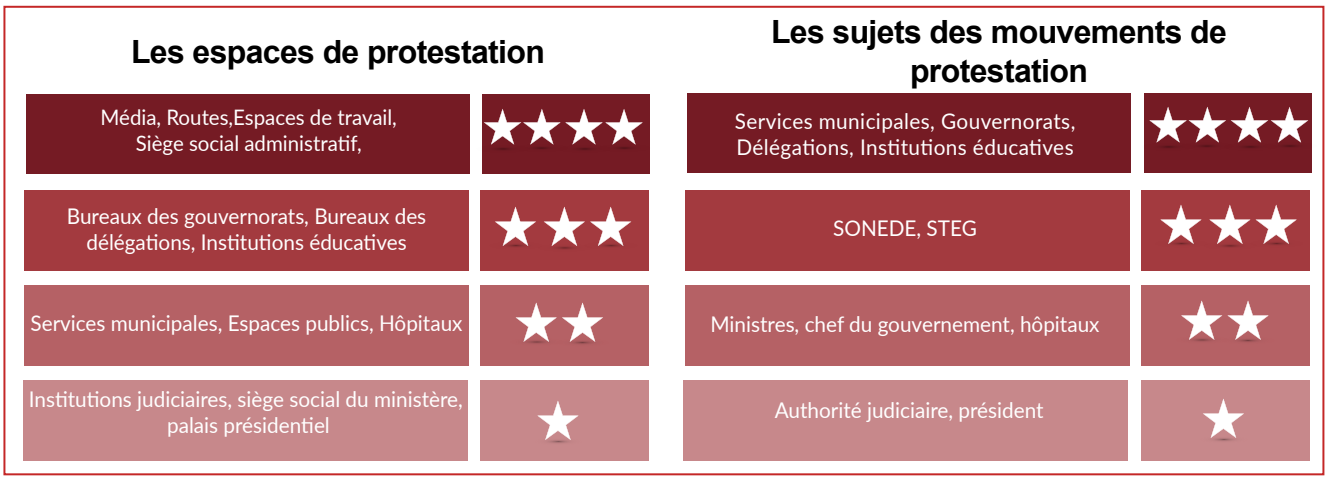
levée de l'isolement des villages, la mise en place des transports nécessaires et de stations de transport adéquates ainsi que la fourniture de services d'approvisionnement en eau et en électricité.

Les rassemblements protestataires sont toujours les expressions les plus fréquentes pour les manifestants avec environ 43% du total des manifestations observées au cours du mois de Janvier 2020, suivis des blocages des routes avec 16%, les appels de détresse à travers les médias à hauteur de 12%, les grèves de la faim avec environ 10 %, les sit-ins (9%) et le boycott des cours à hauteur de 7%.



Les acteurs impliqués dans ces mouvements sociaux sont principalement les travailleurs (16%), les employés (15%), les chômeurs (11%), les diplômés chômeurs (8%) mais également les habitants (23%), les agriculteurs (6%), les enseignants (16%) et les chauffeurs de taxi (3%).

Les plus importants espaces de protestation relevés lors de l'édition du rapport du mois de Janvier 2020 ont été les voies publiques (18%), les espaces de travail (14%), les sièges administratifs (10%), les espaces éducatifs (12%) et les hôpitaux avec environ 2%.

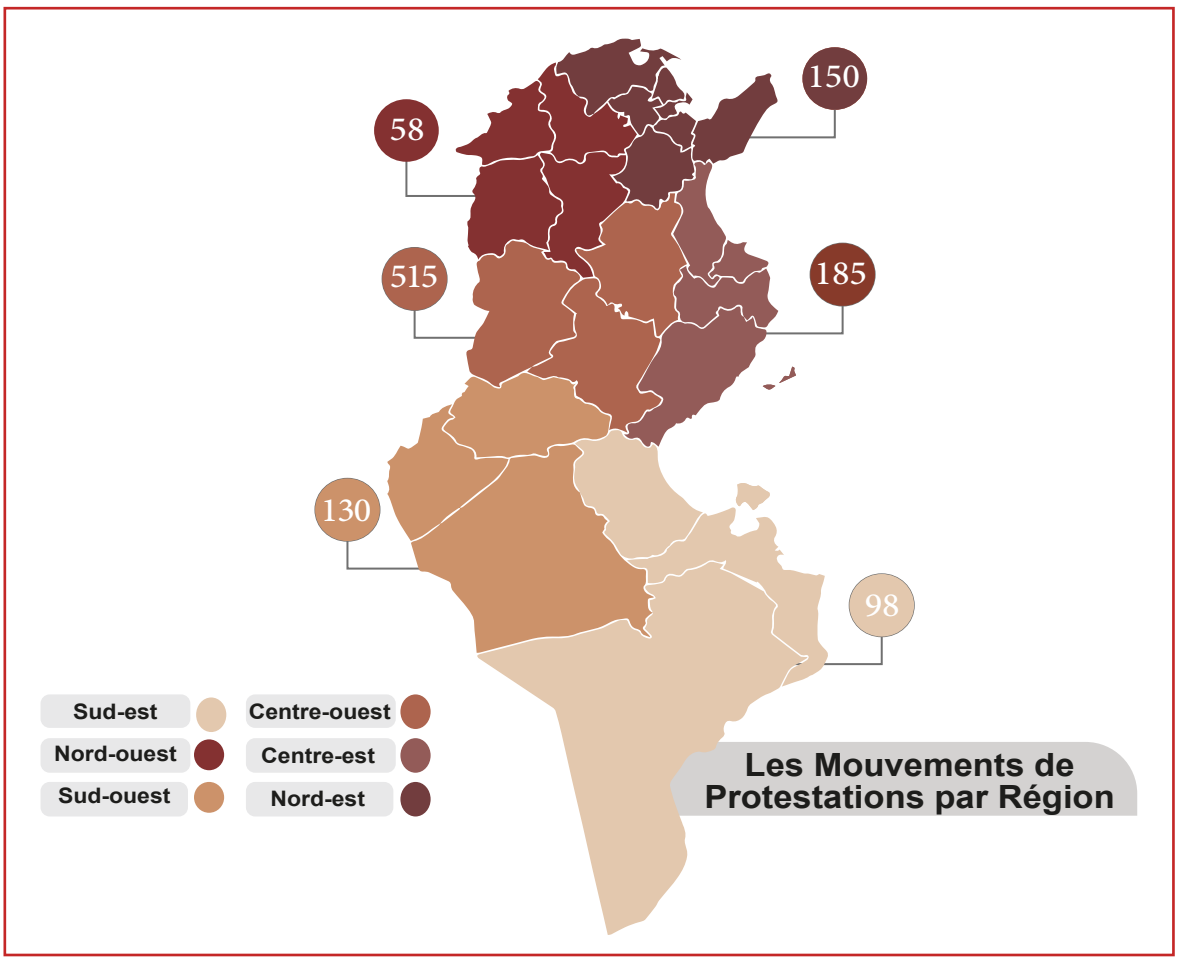


La cartographie des mouvements de protestation

Gouvernorat	Janvier 2019	Janvier 2020
Bizerte	16	34
Tunis	83	75
Ariana	4	0
Manouba	18	9
Ben Arous	16	4
Zaghouan	10	0
Nabeul	67	28
Jendouba	67	13

Gouvernorat	Janvier 2019	Janvier 2020
Beja	31	12
Kef	22	18
Seliana	17	15
Sousse	48	48
Monastir	30	0
Mahdia	12	26
Sfax	63	111
Kairouan	96	284

Gouvernorat	Janvier 2019	Janvier 2020
Kasserine	56	130
Sidi Bouzid	75	101
Gabes	5	6
Medenine	26	35
Tataouine	17	57
Gafsa	60	81
Tozeur	20	33
Kebili	14	16

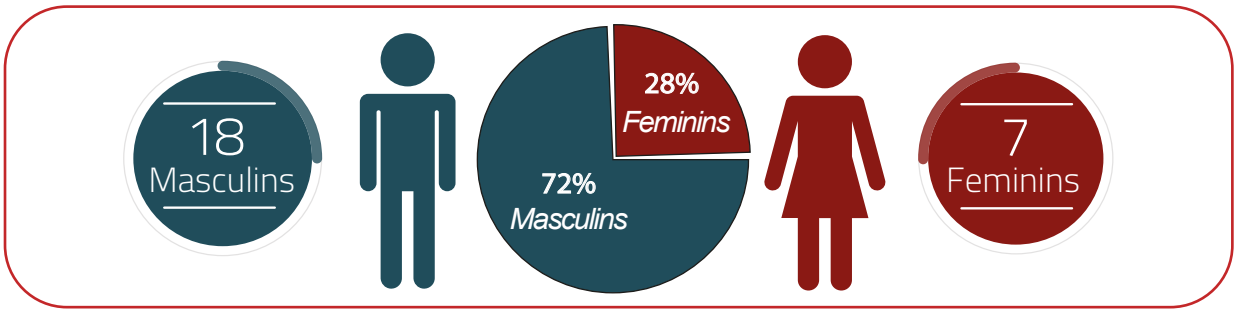


Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

Le nombre d'actes de suicide et de tentatives de suicide n'a pas changé entre janvier 2019 et 2020, s'établissant à 25 cas relevés, mais la configuration par âge et par genre a changé.

En janvier 2019, le pourcentage de femmes victimes de suicide et de tentative de suicide a été aux alentours de 16% des cas enregistrés. Ce pourcentage a augmenté en Janvier 2020 à 28% et le nombre d'enfants est passé de 3 cas à 5 cas.

Suicides et tentatives de suicide par genre



Le groupe d'âge le plus touché par le suicide et la tentative de suicide a été la tranche des 26 à 35 ans avec environ 40 % de l'ensemble des cas relevés durant le mois de Janvier 2019. Ce pourcentage a diminué pour passer à 32% en Janvier 2020. Par opposition, il y a eu une augmentation de la proportion des 36 et 45 ans, à environ 24 % du total des suicides et tentatives de suicide.

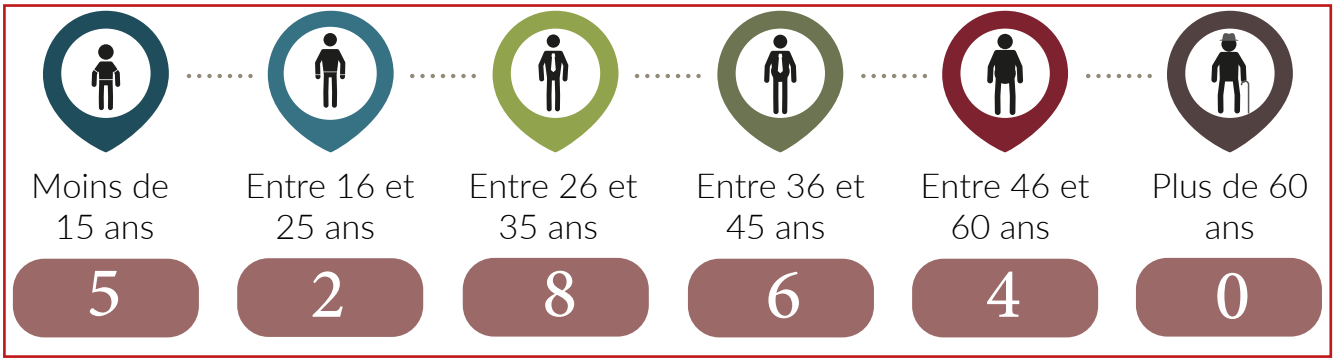
Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge

Janvier 2019

	Moins de 15 ans	Entre 16 et 25 ans	Entre 26 et 35 ans	Entre 36 et 45 ans	Entre 46 et 60 ans	Plus de 60 ans	TOTAL
Masculins	3	1	8	5	4	0	21
Féminins	0	0	2	1	1	0	4
TOTAL	3	1	10	6	5	0	25

Janvier 2020

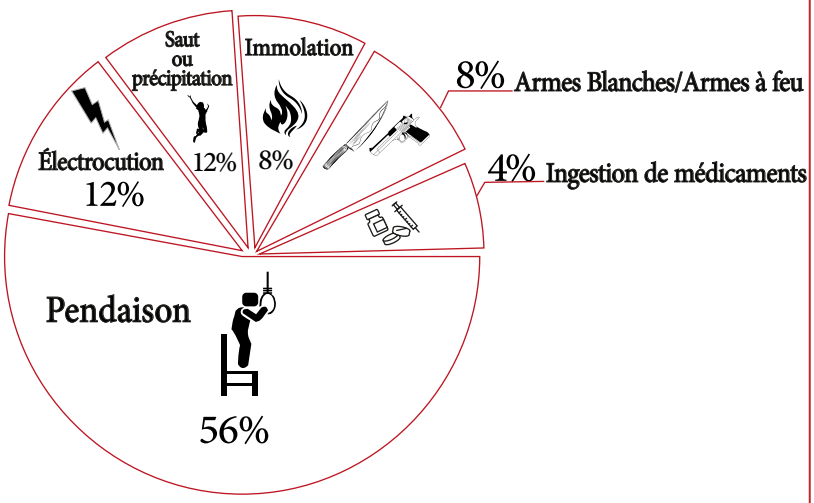
	Moins de 15 ans	Entre 16 et 25 ans	Entre 26 et 35 ans	Entre 36 et 45 ans	Entre 46 et 60 ans	Plus de 60 ans	TOTAL
Masculins	4	1	5	5	3	0	18
Féminins	1	1	3	1	1	0	7
TOTAL	5	2	8	6	4	0	25



Par ailleurs, la pendaison a été le moyen de suicide le plus utilisé (56%), suivi par les sauts et précipitations (12%), l'électrocution (12%), l'immolation (8%) et, à des degrés moindres, les armes blanches et l'ingestion de médicaments.

Mode d'action employé

	Volume
Pendaison	14
Immolation	2
Saut ou précipitation	3
Électrocution	3
Armes Blanches/Armes à feu	2
Ingestion des médicaments	1
TOTAL	25



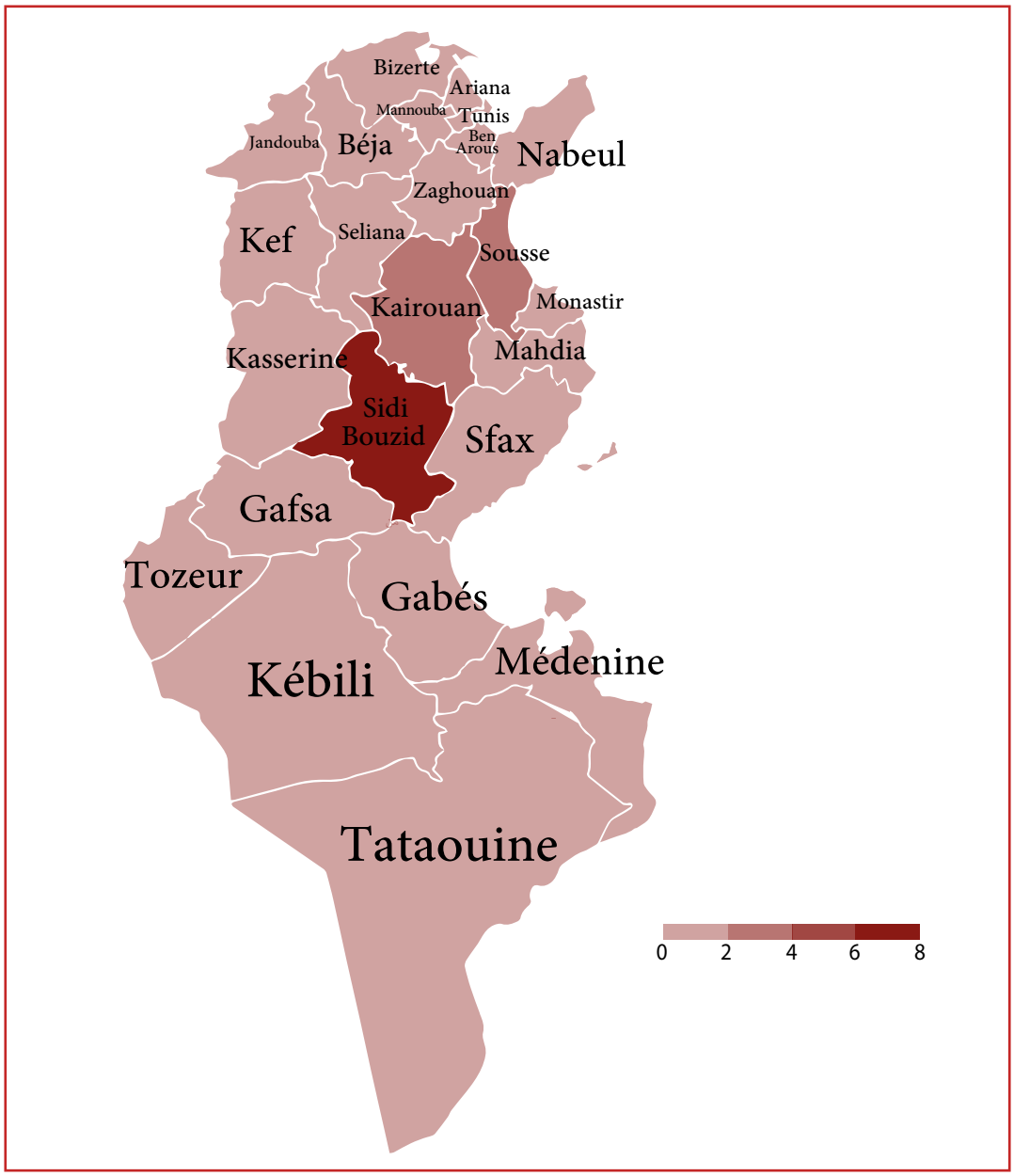
Onze gouvernorats ont été témoins de cas de suicide et de tentative de suicide tout au long du mois de janvier 2020, à savoir Kairouan, Sidi Bouzid, Sousse, Nabeul, Zaghouan, Jendouba, Mahdia, Sfax, Monastir, Tunisie et Bizerte, avec des écarts dans le nombre de cas enregistrés : 8 cas à Sidi Bouzid, 4 à Kairouan, 3 à Sousse et 2 à Nabeul et Zaghouan et 1 cas dans le reste des gouvernorats.

Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

Governorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba
Volume	1	1	0	0	0	0	2	1

Governorat	Beja	Le Kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan
Volume	0	0	0	3	1	1	1	4

Governorat	Kasserine	Sidi bouzid	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili
Volume	0	8	0	0	0	2	0	0



Les violences

Les violences criminelles relevées dans les espaces publics se sont intensifiées en Janvier 2020, en particulier les braquages qui ont représenté le type le plus fréquent dans l'échantillon de veille de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien sous le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux, comprenant tous les journaux quotidiens et hebdomadaires, les sites Web, audio-visuels et les réseaux sociaux les plus importants.

Au cours du mois de janvier, des incidents de violence se sont accrus dans les espaces éducatifs, qui ont vécu environ 22% du volume total des violences observés. Les écoles, les collèges, les lycées et leurs environnements ont représenté des aires de bagarre, de harcèlement et de violence verbale dont ont été victimes des élèves, des éducateurs, des cadres semi-éducatifs...

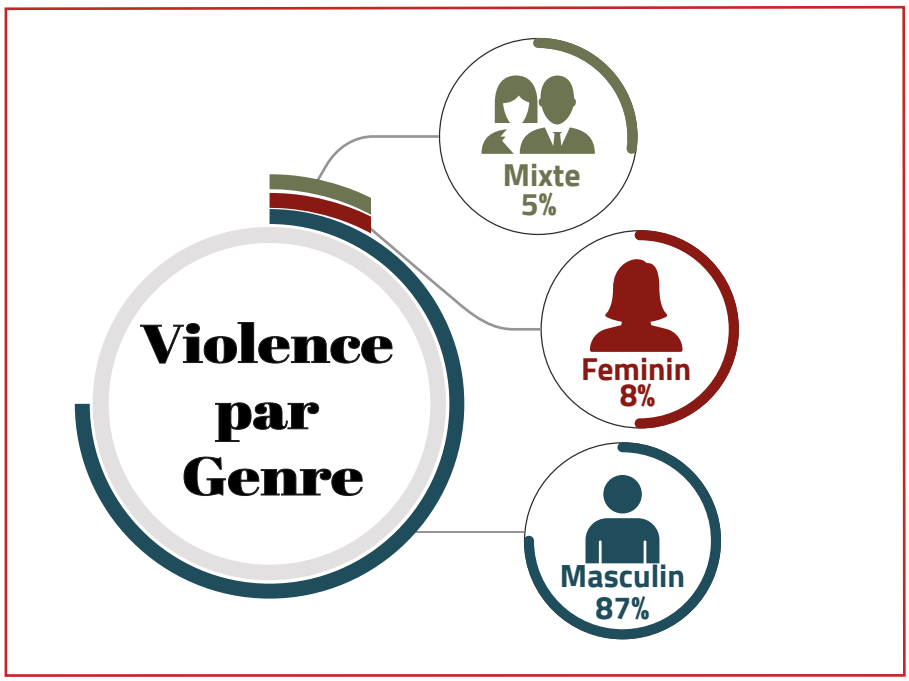
De manière simultanée des incidents de harcèlement sexuel et de violence par les cadres éducatifs ont été relevés et ont conduit, dans l'un des établissements de la capitale, à la suspension des cours ainsi qu'à des mouvements de protestation qui ont duré plus d'une semaine.

Ces faits ont, en partie, reflété les problèmes liés au fonctionnement au sein de nos écoles, collèges et lycées et ont permis de relever la lenteur de l'interaction du ministère de tutelle (ministère de l'Éducation) face à ce type d'agression auquel l'élève peut être exposé. À titre d'exemple, l'intervention du ministre de l'Éducation par rapport à la suspicion de harcèlement de la part d'un surveillant général dans l'un des collèges du gouvernorat de Gafsa a nécessité plus de deux mois. Le suspect n'a été arrêté qu'après la médiatisation répétée du problème par les médias audios et écrits.

Les cas de violence

Selon les résultats de la veille assurée tout au long de ce mois de Janvier, le niveau de violence individuelle était le plus élevé, il a dépassé 70% des cas contre 30% de violence collective.

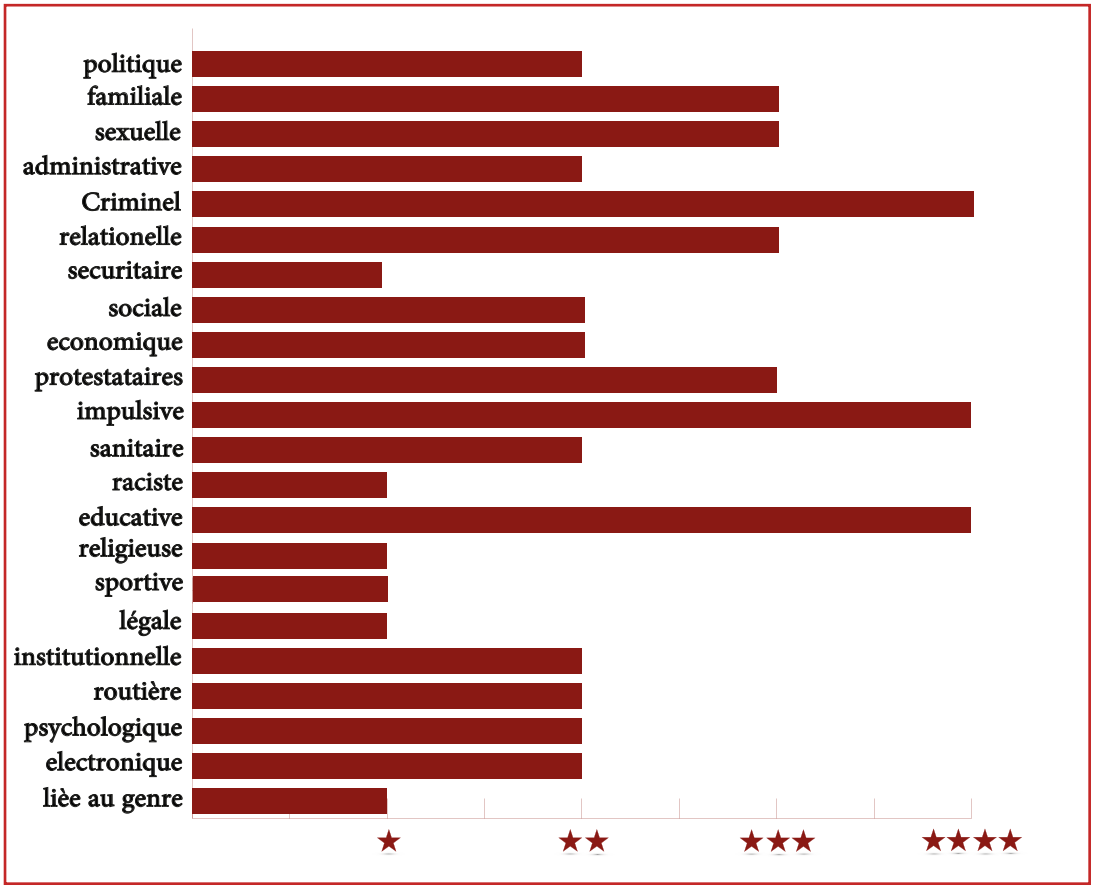
Comme les mois précédents, les hommes étaient les plus impliqués dans des incidents violents de toutes sortes, ils représentaient 87% des auteurs des violences enregistrées, contre 8% de femmes, le restant des actes étant de nature mixte.



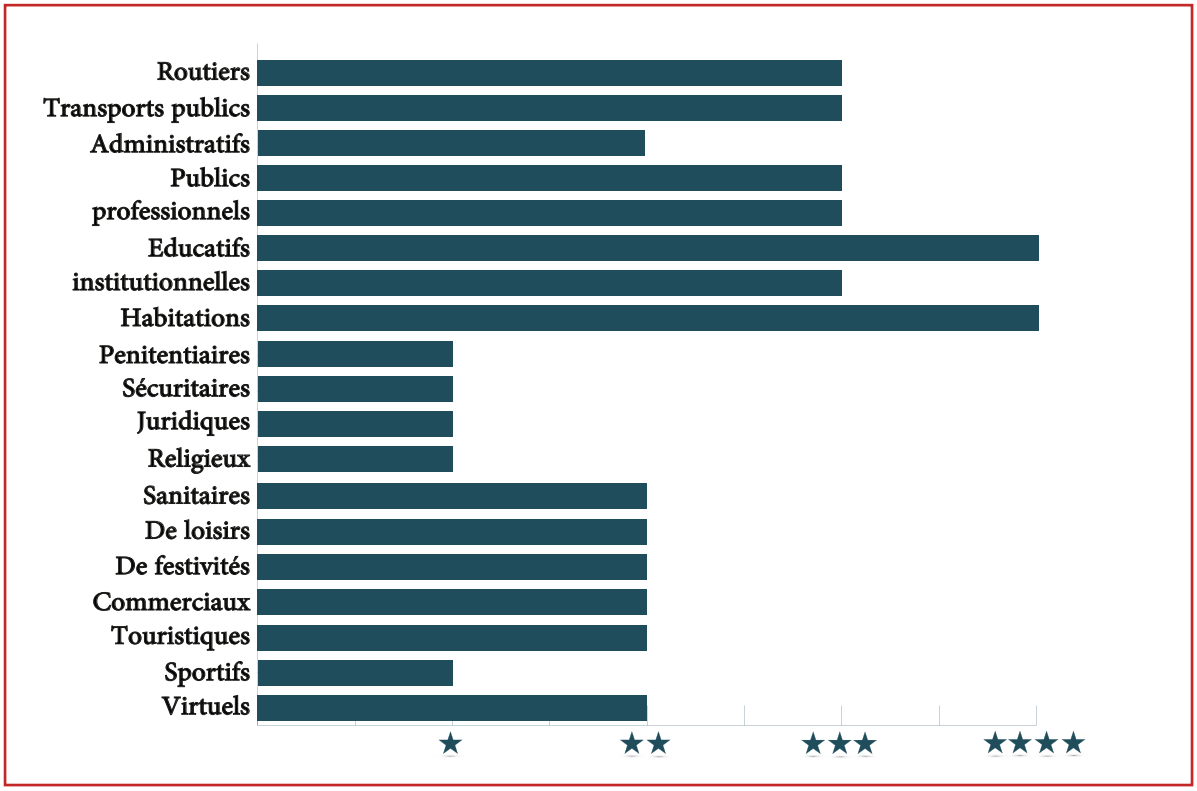
A titre exceptionnel, la violence sous sa forme impulsive a progressé pour occuper le premier rang dans l'ordre des formes de violence observées au cours du mois de Janvier. Elle a représenté 38% des violences enregistrées, suivie des violences à caractère criminel, avec 33% et les violences à caractère sexuel occupent le troisième rang avec 18% des incidents signalés. La tendance mensuelle à la hausse de la violence sexuelle se poursuit avec une augmentation des agressions sexuelles contre les enfants et les mineurs de moins de 18 ans.

Les violences relationnelle et familiale arrivent à un niveau ultérieur, elles représentent collectivement environ 36% des incidents de violence observés en Janvier.

Formes de violence



Intensité des violences par espace



Les résultats de la veille ont montré que l'espace résidentiel familial est le cadre le plus récurent des différents types d'incidents violents. 29% des violences enregistrées y ont été constatées au cours du mois. Il est suivi par l'espace éducatif, l'espace public et les routes avec une proportion d'environ 22%.

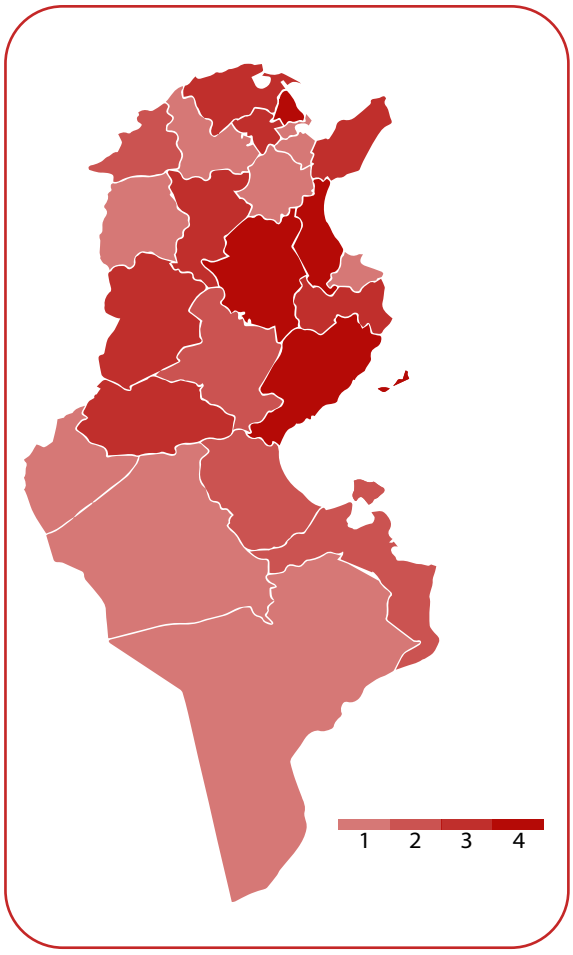
Par ailleurs, l'espace de travail est l'un des espaces qui a connu un accroissement des formes et incidents de violence. Il représente environ 9% des violences observées.

Il est important de relever que devant les réactions et dénonciations suscitées par le phénomène des braquages sur les réseaux sociaux et via les médias audiovisuels et écrits, les autorités officielles, représentées par le ministère de l'intérieur, ont tenté de réduire l'ampleur du problème en déclarant dans un communiqué que le niveau des braquages n'a pas augmenté ces derniers temps mais demeure statistiquement au même niveau que les années précédentes. Néanmoins, pour répondre à la colère et l'insatisfaction du citoyen, le ministère de l'Intérieur a initié des campagnes de sécurité dans les gares, les marchés, sur les routes et dans les quartiers populaires et densément peuplés.

Intensité des violences par Gouvernorat

A la lecture de la cartographie de la violence au niveau national, on constate que la majorité des gouvernorats de la République sont concernés, dans des proportions variables, par le phénomène de la violence sous ses différentes formes.

Comme le montrent les précédents rapports mensuels et le rapport annuel de l'Observatoire Social Tunisien, les gouvernorats de Kairouan, de Tunis, de Sfax et de Sousse (les grandes villes) sont les régions les plus concernées par le phénomène de la violence puisqu'ils monopolisent collectivement près de la moitié des incidents violents enregistrés en Janvier 2020.



Conclusion

Il ne fait aucun doute que le mois de Janvier 2020 a constitué un démarrage mouvementé pour la première année d'un nouveau quinquennat post-élections générales qui n'a pas encore aboutit à la formation d'un gouvernement, dans un contexte d'instabilité politique qui pourrait conduire à l'organisation d'élections parlementaires anticipées.

Pendant ce temps, nous assistons à l'accroissement des attentes pour améliorer les conditions de vie et offrir des droits économiques et de vie qui se heurtent, depuis 2011, aux conflits entre les partis politiques sur la question de l'identité et des libertés. La discussion glisse du slogan principal des mouvements de protestation que le pays a vécu en décembre 2010 et janvier 2011 « pain, liberté et dignité nationale » pour se trouver confinée dans un conflit sur la liberté, en l'absence de tout programme gouvernemental répondant à l'exigence de « pain et dignité » qui constitue la traduction des besoins en droits économiques et sociaux des personnes.

De ce point de vue, la terne célébration du neuvième anniversaire de la révolution dans les différentes régions, le 14 janvier 2020, peut indiquer le sentiment des citoyens concernant la révolution, qui n'a pas rempli ses principales exigences et n'a pas répondu à leurs attentes d'amélioration des conditions de vie et de réalisation de la justice sociale.